

Reprise inégale

Si le Luxembourg s'en sort mieux que ses voisins, IDEA rappelle que tous les secteurs ne sont pas logés à la même enseigne

LUXEMBOURG
AUDREY SOMNARD

La rentrée est synonyme de reprise, et c'était au tour d'IDEA, le think tank de la Chambre de Commerce, de faire sa rentrée hier. C'était surtout l'occasion de faire le point sur la situation économique du Luxembourg alors que la pandémie de Covid-19 continue de freiner la croissance. Si la situation n'est plus aussi sévère qu'en avril dernier au plus fort du confinement, la «reprise reste fragile», estime Muriel Bouchet, directeur d'IDEA. L'économie luxembourgeoise a repris des couleurs depuis l'été, avec la création de 9.800 emplois notent les économistes, alors que le pays avait détruit quelques 9.000 postes durant le confinement, dont 5.300 qui conerne uniquement les emplois de frontaliers. Un «surplus» qui est le bienvenue dans un contexte où la zone euro, et les voisins européens les plus proches ne font pas aussi bien: «Le Luxembourg a limité la casse avec un recul de 0,3% de l'emploi au premier semestre 2020, alors que la moyenne de la zone euro enregistre une baisse de 3,2%, soit 5.128.000 emplois disparus. Parmi les voisins, c'est la France qui accuse le plus gros recul, -2,8%», explique l'économiste Vincent Hein. La Belgique et l'Allemagne se placent eux au 4e et 6e rang de la zone euro pour l'évolution de l'emploi, soit un recul respectif de 1,1 et 1,4%. «Difficile d'avoir un Luxembourg qui va très bien dans une zone euro qui va très mal», nuance l'économiste qui n'a pas réussi à avoir les chiffres précis pour ce qui est de la Grande Région, mais rien que la Lorraine a perdu 20.000 emplois sur la même période.

Toutes les dépenses ont été reportées

D'après les chiffres du Stateg, la part des résidents qui affirme avoir fait face à une baisse de leurs revenus pendant le confinement a beaucoup varié d'un secteur à l'autre. Ainsi 58% des indépendants ont enregistré une baisse de leurs revenus, de même que ceux logés au chômage partiel, 71% ont vu leurs revenus fondre, ils sont principalement issus des secteurs de la construction et de l'Horesca. Parallèlement, les foyers qui ont gardé leur emploi et qui ont eu la chance de pouvoir télétravailler ont fait de belles économies pendant le confinement: moins d'essence, plus de restaurants le midi, avec les commerces fermés, toutes les dépenses ont été reportées. C'est ce que les économistes appellent de l'«épargne forcée»: un surplus d'épargne de près de 800 millions d'euros a été observé sur les dépôts à vue, d'après la Banque centrale de Luxembourg. «Le défi va être que



Vincent Hein d'IDEA prévient que l'événementiel et l'Horesca sont à la peine

cette épargne forcée, qui constitue des achats qui n'étaient pas possible pendant le confinement, ne se transforment pas en épargne de précaution», prévient Vincent Hein. Pour relancer la consommation, Sarah Mellouet avait

La récession pourrait être moins profonde que prévue au Luxembourg. L'évolution du niveau de PIB réel a démarré de haut en début d'année, mieux que 2019, mais il s'est effondré au deuxième trimestre.

Selon les différents scénarios, le PIB pourrait baisser entre -3 et -5,8% sur l'année, ce qui montrerait une bonne résilience de l'économie luxembourgeoise. Mais cette résilience ne doit pas cacher les grandes disparités qui demeurent entre les différents secteurs. Si l'administration publique sort intacte de la crise, le secteur financier est lui aussi très peu touché. A l'inverse les secteurs de l'événementiel et de l'Horesca sont toujours au fond du trou, sans réelle perspective de reprise: «Il y a plusieurs niveaux d'urgence à prendre en compte, comme celle d'éviter les faillites en cascade,

«Difficile d'avoir un Luxembourg qui va très bien dans une zone euro qui va très mal»

VINCENT HEIN Economiste chez IDEA

proposé de restreindre l'usage des chèques-repas aux seuls restaurants, et non pas pour des courses alimentaires comme c'est aussi le cas aujourd'hui, pour aider au soutien d'un secteur en grande difficulté.

mais également d'empêcher une reprise de l'économie en "K", où certains secteurs retrouvent leur niveau d'avant crise quand d'autres sont incapables de rebondir», conclut l'économiste. ●